



**Pas de bébés
à la consigne !**

APPEL A LA GREVE LE MARDI 19 NOVEMBRE

PETITE ENFANCE

Pourquoi faire grève et manifester en 5 points ?

- **Parce que la revalorisation salariale induite par la mise en œuvre d'un bonus attractivité ne doit pas impacter l'indemnité de fonctions et d'expertise (IFSE) dans la fonction publique territoriale, mais à l'instar du CTI de la prime Ségur, être répercutée sur les revalorisations au niveau des carrières des agent.e.s.**
- **Parce que malgré cela le nouveau gouvernement, pas plus que les précédents, n'avance d'un pouce pour faire la réforme nécessaire dans le monde de la petite enfance sur l'ensemble des structures, publiques et privées.**
- **Valorisation des carrières : Nous demandons l'inversion du ratio 40/60 en faveur des professions diplômées**
- **Améliorer les conditions de travail en favorisant un taux d'encadrement de 1 professionnel.le pour 5 enfants en 2027 et 1 pour 4 en 2030**
- **Pour sortir de la seule logique comptable de la PSU** *(La stricte PSU horaire, utilisée dans une optique gestionnaire, favorise la recherche de "rentabilisation" des temps d'accueil au détriment de la qualité d'accueil (nombreuses discontinuités dans la vie des tout petits) et détériore la qualité de vie au travail des professionnel.les (pression au "rendement" avec la multiplication des accueils), en passant à minima au forfait par demi-journée pour le financement des EAJE)*

Il est temps de protéger les enfants et de mettre fin à un modèle où le profit prime sur l'humain.

Les bébés ne doivent plus être déposés comme à la consigne, ni considérés comme de vulgaires lignes comptables.

**Rejoignez-nous le mardi 19
novembre à partir de 10h30
devant la mairie de BAYONNE**



ANNONCE GOUVERNEMENTALE BUDGET 2025 :

DES RECVLS SOCIAUX EN CASCADE !

Le nouveau gouvernement BARNIER a trouvé un bouc émissaire au déficit budgétaire de la France : les agents publics !

Alors que l'attractivité des métiers des fonctions publiques est en berne, le gouvernement BARNIER a choisi de ressortir des vieilles recettes dont l'impact positif n'a jamais été prouvé, et qui pénalisent principalement les malades.

La stigmatisation des fonctionnaires de ce pays continue...

De plus les coupes budgétaires à la serpe imposées aux collectivités territoriales retomberont indirectement sur le quotidien des agents.

Les mesures gouvernementales pour 2025 se traduisent par des reculs sociaux importants qui viennent impacter le quotidien des agents, à savoir :

- **SUSPENSION DE LA GIPA EN 2024 (GIPA : Garantie du pouvoir d'achat des agents ne bénéficiant plus d'avancées de carrières par exemple)**
- **REDUCTION DU TAUX DE REMPLACEMENT DE LA REMUNERATION EN ARRET MALADIE DE 100 % à 90% (Les agents sont actuellement indemnisés à 100% de leur salaire pendant trois mois)**
- **AUGMENTATION DES JOURS DE CARENCE DE 1 à 3 JOURS**
- **AUCUNE AUGMENTATION DU POINT D'INDICE EN 2025**
- **UNE REFORME DE LA PRISE EN COMPTE DE LA PROTECTION SOCIALE PAR LES EMPLOYEURS PUBLICS EN PANNE SECHE (santé/prévoyance)**

Si vous souhaitez affirmer votre désaccord avec ces mesures, rejoignez-nous le mardi 19 novembre à partir de 10h30 devant la mairie de BAYONNE.

